

Le Mexique dans le collimateur



Par: Guillermo Alvarado

La droite néolibérale du Mexique, caractérisée par sa voracité, sa corruption et son alignement aux ambitions des États-Unis sur notre région est en train de profiter des difficultés créées par la pandémie de Covid-19 pour saper l'autorité du président Andrés Manuel López Obrador.

Il est vrai que les dégâts occasionnés par cette maladie dans ce pays frère sont énormes avec plus de 160 mille cas et près de 20 mille décès, mais l'on ne peut pas accuser cette administration de mal gérer la crise.

Les mesures nécessaires d'isolement ont fait stagner inévitablement l'économie qui pourrait connaître cette année une chute de 10% du PIB et la perte d'au moins un million d'emplois.

C'est carrément de l'opportunisme que de vouloir accuser le gouvernement des difficultés actuelles pour prétendre le chasser du pouvoir

Moyennant une manœuvre qui inclut de priver sa coalition Morena de la majorité à la chambre des députés en 2021 et d'appliquer au président la Révocation de son Mandat en 2022.

Selon ce qu'a dénoncé López Obrador lui-même, dans le complot il y a plusieurs anciens présidents, des politiques du parti d'Action Nationale et du Parti Révolutionnaire Institutionnel du Mexique, des chambres du patronat, des transnationales et des médias alignés au grand capital.

Bien que certains aient voulu prendre leurs distances de cette trame, ce qui est vrai c'est que depuis que le président a accédé au pouvoir il est la cible de constantes attaques, justement de la part des responsables de ce que le Mexique vit actuellement.

Le pays dont a hérité López Obrador était endetté et la plupart de ses richesses aux mains privés, nationales et étrangères dans un processus qui, plutôt qu'une privatisation, a été en réalité une dénationalisation.

Les services téléphoniques, la télévision publique, l'administration des centrales électriques, les aéroports, les chemins de fer, les routes, les télécommunications et les banques ont été vendus à des prix ridicules au secteur privé et le seule bénéfice, pour être ironiques, qu'a eu le pays a été le fait d'avoir un nouveau groupe de millionnaires.

Dans son livre « La Salida » ((L'issue), López Obrador cite l'exemple du cas de la Compagnie des Pétroles du Mexique, que l'on n'a pas réussi à privatiser, mais qui a été transformée en exportatrice nette de brut pour après importer de l'essence et d'autres carburants sous prétexte que c'était moins cher de les acheter à l'étranger que de les produire dans le pays.

De plus, chaque fois qu'une des entreprises privées se déclarait en faillite ou traversait une crise, comme cela a été le cas de la banque, l'état mexicain les a sauvées avec de l'argent public.

López Obrador a hérité d'une nation en faillite du point de vue économique et social, plongée dans une violence extraordinaire et maintenant la droite néolibérale a le toutpet de demander son départ pour ces mêmes motifs avançant l'argument des effets d'une pandémie qui touche le monde entier.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/226403-le-mexique-dans-le-collimateur>



Radio Habana Cuba